



Dans l'ombre de Bachar el-Assad

Entretien avec Bouthaina Chaabane.

Par [Bouthaina Shaaban](#) et [Frédéric Pichon](#)

Mondialisation.ca, 09 février 2015

frederic-pichon.com

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Madame Bouthaina Chaabane est la conseillère politique du président Assad et sans doute la femme la plus influente de Syrie. Docteur en littérature anglaise, elle a longtemps enseigné à l'Université de Damas. Reconnue pour son ouverture, elle a incarné la modernité et la volonté de réforme de la Syrie des années 2000. En témoignent quelques récompenses comme, en 2005, le prix de « la femme politique la plus éminente du monde arabe » attribué par la Ligue arabe ou encore, la même année, sa nomination pour le prix Nobel de la paix.

Elle a commencé sa carrière dans l'ombre du président Hafez el-Assad dont elle fut l'interprète puis la conseillère lors des négociations de paix des années 1990 — une expérience qui lui a permis de rencontrer tous les grands dirigeants de la planète et dont elle a tiré la matière de son dernier ouvrage *Damascus Diary : an inside account of Hafez al Assad peace diplomacy* (New York, Lynne Rienner Publishers, 2012). Sa très bonne connaissance du monde anglo-saxon lui a valu d'être sélectionnée, en 1990, comme boursière du programme Fulbright à l'Université Duke de Durham puis, durant l'automne 2000, d'être invitée comme Distinguished Professor à l'Eastern Michigan University d'Ypsilanti. Membre du Comité central du Baas en 2000, Bouthaina Chaabane a également été directrice du Département des médias étrangers au ministère des Affaires étrangères et porte-parole du gouvernement syrien (2000-2003), puis ministre des Expatriés (2003-2008). En 2011, lorsque survient la crise, nombre d'observateurs s'attendent à ce qu'elle se désolidarise du président Assad et qu'elle fasse défection. Il n'en a rien été. Elle fut même choisie pour accompagner la délégation du gouvernement syrien aux deux conférences de Genève, en 2012 et 2013, afin de tenter de trouver une issue politique au conflit en cours. Depuis que les États-Unis l'ont placée sur la « liste noire » des personnalités syriennes accusées de soutenir le régime, elle n'a accordé que de très rares interviews. C'est la première fois qu'elle accepte de parler à un public francophone.

Cet entretien a été conduit au palais présidentiel d'al Rawdah, non loin du mont Qassioun à Damas. L'accueil a été chaleureux, la conversation franche et sans présence sécuritaire. Attachée par-dessus tout à la souveraineté de son pays, Mme Chaabane veut croire en une solution politique. Elle appelle de ses vœux l'ouverture d'un dialogue avec les acteurs extérieurs, à commencer par les grandes puissances qui doivent retrouver le chemin de la diplomatie et — explique-t-elle — se ranger aux côtés de la Syrie dans la lutte contre le terrorisme.

F. P.

Frédéric Pichon — Avant le conflit, vous étiez souvent présentée comme le visage

« sophistiqué » de la Syrie, la face moderne du régime : anglophone, titulaire d'un doctorat de littérature anglaise, rompue aux rencontres diplomatiques avec les grands de ce monde. Beaucoup ont espéré en 2011 que vous feriez défection pour vous désolidariser de la politique menée par Bachar el-Assad. Pourquoi ne pas l'avoir fait et regrettez-vous votre choix ?

Bouthaina Chaabane — si vous le voulez bien, j'aimerais d'abord revenir sur l'expression que vous avez utilisée, celle de visage « sophistiqué » de la syrie. les occidentaux ont tendance à penser que les gens qui adoptent des comportements semblables aux leurs sont plus civilisés et plus modernes que les autres. Pour moi, au contraire, les personnes civilisées sont celles qui restent fidèles à la terre qui les a vues naître. Qu'y a-t-il de rétrograde à aimer son pays, à le servir, surtout dans les circonstances dramatiques que nous connaissons ? l'occident a commis une grosse erreur en encourageant les syriens à fuir le régime. du reste, ces défections ont été très peu nombreuses malgré la constitution par le Qatar d'un fonds spécial destiné à aider financièrement les candidats à l'exil (1). J'ai pu mesurer combien cette démarche participait d'une sorte d'aveuglement occidental. l'occident n'a rien compris à la syrie, à son peuple et à son histoire. notre pays a son propre agenda guidé par ses propres intérêts. Il refuse de voir sa politique dictée de l'extérieur. Je sais que mon départ aurait fait plaisir à tout le monde en occident ; mais, que voulez-vous, ce n'est pas dans ma nature. et soyez sûr que je n'ai pas choisi la facilité. J'aimerais être considérée comme « moderne », tout simplement parce que je reste déterminée à défendre mon pays et ma famille.

F. P. — Pourtant, en tant que proche conseillère de Bachar el- Assad, vous faisiez partie de ceux qui soulignaient la nécessité d'entreprendre des réformes. Ces réformes auraient-elles pu éviter la crise qui a éclaté en 2011 ?

B. C. — Vous avez raison, mais les réformes ne peuvent venir que de l'intérieur. nous l'avons vu en libye et en Irak : chaque fois que les médias ou les gouvernements occidentaux ont tenté de promouvoir la démocratie, cela a tourné au fiasco. les « printemps arabes » se sont mués en « catastrophe arabe ». Quand est venu le tour de la syrie, les mêmes ont commencé à parler de démocratie, de liberté, de droits de l'homme. malheureusement, les gens soutenus par l'occident pour mener à bien cette mission étaient soit des individus qui vivaient hors de syrie depuis longtemps et qui ignoraient tout du pays, soit des extrémistes auxquels l'idée de démocratie était totalement étrangère. dans leur esprit, le problème n'était pas politique ; il ne s'agissait pas d'encourager un changement de gouvernement ou de président. en fait, dès le départ, les occidentaux avaient décidé de briser la syrie. c'est pourquoi la crise actuelle met en cause la sécurité de notre pays et son existence même. les tentatives occidentales visant à mettre des pays à terre sous prétexte de se débarrasser de personnages comme saddam hussein, Kadhafi ou bachar el-assad constituent des ingérences inacceptables, illégales au regard du droit international et teintées de colonialisme. Je ne parle même pas du résultat...

F. P. — En 2011, la Syrie fonctionnait selon un système de parti unique. Ne devait-elle pas sortir de cette situation archaïque ? B. C. — Je sais bien que nous ne vivons pas dans un monde parfait. Il est clair que nous n'avons pas atteint tous les objectifs que nous nous étions fixés, y compris en matière de corruption comme l'a rappelé le président Assad lui-même lors de son discours d'investiture (2). mais, en 2012, la constitution syrienne a été modifiée : le système de parti

unique a laissé place au multipartisme ; l'état d'urgence a été aboli ; des élections municipales et législatives ont été organisées. ces réformes étaient nécessaires et sont absolument capitales. comme à leur habitude, les occidentaux ont accueilli ces avancées avec scepticisme. c'est à se demander s'ils sont vraiment intéressés par les réformes. savent-ils qu'avant la crise la Syrie ne comptait aucun sans-abri, que les infrastructures sanitaires et éducatives fonctionnaient ? chaque village comptait son école gratuite. les étudiants allaient à l'université pour à peine 20 dollars par an ! et, surtout, la Syrie n'avait pas de dette extérieure. c'est un point essentiel qui nous a attiré des haines tenaces. la crise a été un désastre pour le développement du pays...

F. P. — L'élection présidentielle du 3 juin 2014 a, elle aussi, suscité des réactions négatives de la part des médias occiden- taux...

B. C. — le contraire eût été étonnant. Pourtant, il fallait voir les milliers de personnes qui se sont précipitées dans les isolements, que ce soit en syrie ou à l'étranger. À l'exception, bien entendu, de la France et de l'Allemagne qui ont interdit que cette consultation soit organisée dans nos consulats. n'est-ce pas un drôle de paradoxe ? ces élections ont clairement montré que le peuple syrien soutenait le président. Pour une bonne raison : les syriens veulent la sécurité et c'est lui, n'en déplaise à l'occident, qui l'in- carne. le président Assad est perçu comme le seul qui soit capable d'assurer l'intégrité du pays et la paix. les médias occidentaux et leurs gouvernements nous ont sous-estimés. Vous savez, nous sommes un peuple millénaire. Parlez avec les gens dans la rue, discutez avec les chauffeurs de taxi : s'il y a bien une chose qui ressort, c'est cette fierté. nous appartenons, je le répète, à l'une des plus vieilles civilisations au monde. damas fut l'une des premières villes habitées de l'histoire de l'humanité. les syriens ne sont pas naïfs, ils n'ont pas besoin des conseils de l'occident. Ils n'acceptent pas qu'on leur dise pour qui voter, comme à l'époque des colonies...

F. P. — Vous avez participé aux négociations de Genève avec l'opposition. N'envisagez-vous pas de dialoguer un jour avec ces opposants ?

B. C. — depuis trois ans, nous avons perdu tant d'hommes et de ressources que notre situation peut sembler désespérée. mais un élément a été préservé : notre indépendance. et c'est là l'essentiel. J'ai passé le tiers de ma vie dans les coulisses du pouvoir, j'ai participé à des conférences internationales, à des négociations pour le processus de paix, à l'assemblée générale de l'onU... l'impression que j'en ai retirée, c'est que l'occident n'a cessé de sous-estimer notre indépendance politique. or nous avons tou- jours préservé notre souveraineté, sans dépendre de quiconque. J'ai vécu six ans en Grande-bretagne, j'y ai passé mon doctorat, j'y ai enseigné. Jamais je n'ai eu la prétention de savoir mieux que les anglais ce qui était bon pour eux. les gouvernements français et anglais sont allés chercher des émigrés de longue date installés à Paris ou à londres et ont décrété qu'ils étaient les représentants du peuple syrien. Franchement, cela ferait rire si ce n'était pas tragique. même les terroristes armés leur déniaient toute représen- tativité !

Quand je les ai rencontrés à Genève, je n'ai pu m'empêcher de penser : « mais qui sont ces gens ? Qui représentent-ils sinon les fantasmes de leurs commanditaires occidentaux ? » lors des pourparlers auxquels j'ai participé, ces opposants ont clairement montré qu'ils ne connaissaient rien à la Syrie et qu'ils étaient sous influence. Un journaliste français a révélé

qu'avant de partir à la conférence de Genève ils ont été briefés par ahmet davutoglu, le ministre turc des affaires étrangères de l'époque. les instructions étaient claires : ne surtout pas parler de la lutte contre le terrorisme (dont on sait aujourd'hui qu'il a été encouragé par les autorités turques) et demander le départ du président ainsi que la formation d'un gouvernement de transition. le départ du président assad, c'est décidément une véritable obsession ! comment dialoguer avec des gens qui se font dicter leur agenda par des pays comme la France ou la Turquie ? auriez-vous de l'estime pour un politicien français dont les positions seraient soufflées par John Kerry ? robert Ford, l'ambassadeur américain, a joué ce rôle au début de la crise en manipulant l'opposition. la Turquie égale- ment, ainsi que le Qatar qui a torpillé le processus en achetant tout le monde. ce sont les interférences extérieures qui ont aggravé la situation. même le vice-président américain Joe Biden l'a admis récemment (3).

F. P. — Seriez-vous prête, néanmoins, à leur tendre la main ?

B. C. — malgré tout ce qui s'est passé, je peux vous dire que le gouvernement syrien veut sincèrement mettre fin à cette crise. nous tendons la main à tous ceux qui aiment la Syrie et qui disposent d'une véritable capacité de décision. même si le résultat n'est pas au rendez-vous, nous devons essayer : quiconque place l'intérêt de la Syrie en tête de ses priorités est le bienvenu, pour l'avenir de la Syrie. sur le plan intérieur, nous avons grandement progressé sur le chemin de la réconciliation nationale : des groupes rebelles ont accepté de déposer les armes et de conclure des trêves, comme à Homs au printemps 2014. discuter avec des gens qui veulent réellement le bien du pays et qui ne prennent pas leurs ordres auprès des chancelleries ou des banquiers du Golfe me semble, somme toute, assez normal.

F. P. — Sous l'effet de l'afflux des réfugiés, la population de Damas a triplé. Mais, malgré le canon qui retentit au loin, la vie continue à suivre son cours, les gens sortent, les étals des marchés sont pleins. Cette situation peut-elle encore durer longtemps ?

B. C. — Cette guerre a affecté chaque citoyen syrien : il suffit de voir tous ces immeubles, ces usines, ces écoles et ces hôpitaux détruits. c'est un véritable désastre. la responsabilité en incombe d'abord et avant tout à ceux — Turquie et Qatar en tête — qui ont permis que déferlent en Syrie des terroristes se réclamant de l'Islam. ce ne sont pas des musulmans, je refuse de leur appliquer ce terme : ce sont des terroristes, des criminels qui sont venus ici pour tuer et ramener notre pays plusieurs siècles en arrière. les gouvernements et les médias occidentaux ont fait, dès le début, une erreur d'analyse. Ils n'ont eu de cesse de réclamer le départ du président Bachar el-Assad. on a eu droit à toutes sortes de prophéties qui ne se sont pas réalisées : il va tomber dans deux semaines, dans un mois, dans un an... rien, dans la couverture médiatique et dans la présentation des enjeux de la crise syrienne, n'était vrai. les médias ont relayé les mensonges et les approximations que colportaient des télévisions arabes comme al Jazeera ou al Arabyia. Ils ont fait preuve d'une paresse intellectuelle qui n'est pas à leur honneur. bien qu'ils soient habituellement très prompts à dénoncer l'arbitraire, la manipulation et la propagande, ils ont renoncé à toute déontologie dans le traitement de la crise syrienne.

Je vais vous dire une chose : la Syrie a beaucoup perdu dans ce conflit. elle a perdu ses meilleurs hommes, elle a perdu ses enfants, ses infrastructures, mais l'occident, aussi, a beaucoup perdu. l'occident a perdu sa crédibilité. Franchement, comment prendre au

sérieux des gens comme Obama, Cameron ou Hollande ? Tant de mensonges ont circulé : on a vendu à vos opinions publiques une opposition dite « modérée » qui s'est avérée collaborer avec l'État islamique ! on a fait taire certains journalistes occidentaux parce qu'ils disaient la vérité. ces pratiques vont à l'encontre de tous les principes du journalisme. en disant cela, je ne me livre pas à une attaque en règle ; mais, puisque vous me donnez l'occasion de m'exprimer, j'essaie juste d'expliquer à vos lecteurs que la situation est bien plus complexe qu'il n'y paraît et qu'ils ont été floués par les médias.

F. P. — La révolte qui a éclaté en mars 2011 a été fermement combattue. Comprenez-vous que les opinions publiques en Occident puissent être choquées par la violence de la répression ? L'armée syrienne n'a-t-elle pas fait un usage exagéré de la force, comme disent les spécialistes du maintien de l'ordre ?

B. C. — Vous savez, dès les premières semaines du conflit, le plus lourd tribut a été payé par les forces de sécurité. l'existence de manifestations pacifiques, sans être tout à fait fausse, doit être largement relativisée. dès le début, certains groupes infiltrés dans les cortèges étaient bien décidés à provoquer une escalade en s'en prenant frontalement aux policiers et aux militaires. Vous parlez d'un usage exagéré de la force. lorsqu'un kamikaze s'est fait exploser à l'entrée d'une école, tuant cinquante enfants de moins de 12 ans, il n'y a pas eu la moindre protestation ni condamnation de la part d'un gouvernement occidental. Quand les terroristes ont investi la ville d'adra, égorgeant les femmes et les enfants dont le seul tort était d'être loyalistes, comment voulez-vous que l'armée, qui a en charge la sécurité du pays, réagisse autrement que par la force ? C'est la responsabilité d'un gouvernement et de ses soldats de protéger les citoyens. moi-même, je ne peux pas me rendre dans mon village d'origine car il est entouré de zones tenues par des terroristes. en France, en 2012, lorsqu'il s'est agi de neutraliser Mohammed Merah, la police française a fait quasiment sauter son appartement. Il a fini avec plusieurs dizaines de balles dans le corps. Quelqu'un a-t-il osé prétendre que les forces de l'ordre avaient fait un usage exagéré de la force ?

Une opposition armée, cela n'existe pas. Je ne pense pas que la France tolérerait une opposition armée. c'est une expression qui n'a aucun sens, forgée par les médias occidentaux. Il serait plus juste de parler de criminels armés ou de terroristes armés. la seule opposition qui importe, c'est une opposition politique. or, mis à part le départ du président Assad, on ne connaît à celle-ci aucun programme. comment voulez-vous que les Syriens fassent un autre choix que celui du gouvernement ? l'occident veut nous enfermer dans un piège sémantique en faisant croire que la violence vient uniquement de notre côté. oui, la violence existe, mais elle est légitime. elle est celle que tout État souverain peut et doit exercer sur son sol si la sécurité et la stabilité du pays sont menacées. Qui peut nier que ce soit le cas en syrie en ce moment ?

F. P. — La soudaine émergence de l'État islamique, en juin dernier, a redistribué les cartes. Les mises en scène macabres d'exécutions d'otages occidentaux ont bouleversé le monde. À présent, les États-Unis semblent avoir changé de stratégie et font désormais des groupes terroristes en Irak et en Syrie leur cible principale. Que pensez-vous de cette nouvelle configuration ?

B. C. — nous avons condamné — et je condamne — les meurtres du journaliste américain James Foley et de son confrère Steven Sotloff. nous condamnons tous les meurtres

perpétrés par des terroristes, où qu'ils aient lieu et quelles que soient les personnes visées. cette affaire montre, en tout cas, la persistance d'une vision ethnocentriste de l'occident sur les affaires du monde. Tout à coup, les États-Unis se sont réveillés et ont enfin compris le problème du terrorisme en syrie parce que l'un des leurs a été exécuté de façon barbare. Pourtant, depuis 2011, des dizaines de milliers de civils loyalistes et de soldats syriens ont été abattus et atrocement mutilés sans que cela n'émeuve personne (4). aussi précieuse fût- elle, la vie de James Foley ne doit pas vous empêcher de vous intéresser à tous ces morts anonymes. alors, et alors seulement, l'occident sera reconnu à l'aune des valeurs qu'il proclame et prouvera qu'il ne s'agit pas seulement de slogans. La montée en puissance de l'État islamique a fait bouger les lignes et obligé les pays occidentaux à reconsidérer la situation. mais je ne crois pas que la lutte contre le terrorisme soit vraiment prise au sérieux. Prenez la résolution 2170 du conseil de sécurité (5). elle a été approuvée à l'unanimité. Pourquoi, dans ces conditions, les États-Unis n'ont-ils pas autorisé d'autres membres du conseil de sécurité comme la russie ou la chine à se joindre à la coalition ? au lieu de cela, on retrouve dans ses rangs des bailleurs de fonds de l'État islamique ! sans compter que ladite coalition est loin d'avoir fait ses preuves : à Ayn el Arab (Kobané), par exemple, des habitants modestement armés ont infligé plus de pertes à l'el que ce regroupement de 70 pays aux moyens bien supérieurs. À Genève, en février 2014, le gouvernement de damas avait prévenu : l'urgence n'est pas une hypothétique transition politique en Syrie ; l'urgence est la lutte contre le terrorisme qui menace la région. Il a fallu attendre septembre 2014 pour que les

États-Unis en fassent leur priorité. Pourquoi ne nous ont-ils pas écoutés ? Pourquoi ne pas nous avoir crus ? de toute façon, il y a tant d'intérêts financiers et pétroliers en jeu que je doute de la capacité de la maison-blanche à peser sur ses alliés traditionnels, à commencer par l'Arabie saoudite. Quant aux gouvernements européens, ils doivent prendre très au sérieux ces réseaux qui expédient des milliers de jeunes endoctrinés en Syrie, car ces terroristes reviendront chez eux un jour ou l'autre. mais les plus dangereux sont sans doute ceux qui ne sont pas partis parce qu'ils passeront directement à l'action chez vous...

F. P. — Diriez-vous que, entre la France et la Syrie, le dialogue est définitivement rompu ?

B. C. — nous n'avons pas compris pourquoi la France a adopté une position si extrême. ce faisant, elle a sciemment encouragé le terrorisme en Syrie. Pour être franche, je n'y vois qu'une seule explication : le Qatar a acheté une partie du patrimoine français et il exige un retour sur investissement. cette attitude arrogante s'appuie sur des considérations, hélas, bien éloignées de la démocratie ou des droits de l'homme. Je ne pense pas qu'elle reflète l'opinion des Français et, d'ailleurs, nous nous gardons bien de tout amalgame. les Français sont toujours les bienvenus en Syrie. Personne ne vous dira : « Je vous hais parce que vous êtes français ! » nous faisons la différence entre le peuple français et le gouvernement français. mais nous sommes déçus. Vous avez devant vous quelqu'un qui a un doctorat d'une université britannique, qui a enseigné et publié de nombreux livres aux États-Unis (6), qui a été nommé pour le prix nobel de la paix en 2005 et que le gouvernement américain, à la demande de la France, voudrait sanctionner en inscrivant son nom sur une liste noire ! c'est aberrant... Pourquoi un tel acharnement ? Parce que je dis la vérité et que je ne suis pas achetable ? Parce que je n'ai pas fait défection ?

F. P. — La France a été l'un des premiers pays à fermer son ambassade à Damas en mars 2012...

B. C. — cette décision a été une erreur colossale. dans son intérêt, la France aurait dû conserver son ambassade en Syrie ne serait-ce que pour se tenir au courant des événements sur le terrain. cela dit, quand l'ambassadeur de France Éric Chevallier a tenté de convaincre son ministre de tutelle que le rapport des forces était différent de celui qu'on décrivait dans les journaux et que le président Assad n'était pas près de tomber, il n'a pas été écouté (7) ! Tout simplement parce que ce n'était pas le discours qu'on attendait de lui. ce qui montre bien qu'il y avait un plan et que, selon ce plan, il fallait renverser le président Assad par tous les moyens, sans tenir compte de la réalité. Vous mesurez sans doute le caractère inédit de la situation : un gouvernement qui désavoue son ambassadeur sous prétexte qu'il fait le métier pour lequel il est payé ! Je me souviens très bien qu'en 1996, à l'époque où je travaillais aux côtés du président Hafez el-Assad, celui-ci avait imposé aux États-Unis la présence de la France lors des pourparlers sur le Liban. Washington avait dû accepter à contrecœur. c'est vous dire combien l'attitude de la France depuis 2011 est totalement en décalage par rapport à ce que nous pouvions attendre d'un pays qui connaît aussi bien la région.

Je l'affirme en toute sincérité : nous sommes prêts à reprendre des relations normales avec tout le monde, y compris avec la France. mais ces pays devront reconnaître la pleine souveraineté de la Syrie et son droit inaliénable à décider de façon autonome. Il faut que ces relations soient fondées sur le respect mutuel et non sur des diktats.

F. P. — Comment voyez-vous l'avenir de la Syrie ?

B. C. — C'est une bonne question, la seule qui vaille. la crise actuelle n'est pas seulement syrienne. elle est aussi régionale et internationale. le monde se trouve à un moment charnière où le système unipolaire est en train d'agoniser tandis que le système multipolaire tarde à se mettre en place. le centre de gravité se déplace vers l'Asie. l'émergence de la Russie, de l'Inde et de la Chine est le phénomène majeur de ces dernières années. Quant aux printemps arabes, aussi bien en Syrie qu'ailleurs, ils constituent aussi une nouvelle étape pour la région. c'est un processus lent mais qui aboutira à la marginalisation des idéologies extrémistes et à l'épuisement de l'islamisme politique. regardez la Tunisie, d'où est parti le mouvement. les élections de la fin octobre 2014 y ont marqué la défaite du Front islamique et la victoire des forces laïques. Voilà la vraie nature des arabes ! les arabes ne sont pas des extrémistes. Il y a parmi eux des nationalistes qui croient dans le véritable islam — l'islam modéré — et qui, comme en Syrie, sont persuadés que chrétiens et musulmans forment une seule nation. ce sont ces forces qui écriront l'avenir du monde arabe. Il faudra sans doute dix ans pour qu'un nouveau moyen-orient voie le jour mais, quel qu'il soit, ce ne sera pas celui que l'occident avait imaginé. le monde arabe est en train de bâtir un nouveau modèle politique séculier où la souveraineté tiendra une place centrale.

F. P. — Quelle place la Syrie occupe-t-elle dans cette recomposition régionale ?

B. C. — La Syrie est le laboratoire de ce nouveau monde arabe. aux yeux d'un marocain ou d'un Irakien, notre pays est le Bilad el Cham, le cœur du monde arabe. en ce moment, des pays comme la Tunisie, l'Algérie ou l'Égypte sont en train de normaliser leurs relations avec Damas. le problème demeure celui des monarchies du Golfe qui s'opposent à un tel rapprochement et qui tiennent dans leur dépendance de nombreux États de la ligue arabe.

F. P. — Vous êtes l'une des plus proches collaboratrices du président Assad. En tant que conseiller politique, vous le côtoyez tous les jours. Avec le recul,

comment expliquez-vous qu'il ait réussi à se maintenir au pouvoir depuis bientôt quatre ans ?

B. C. — La résilience du président Assad a étonné le monde entier, tout simplement parce que — je le répète — l'évaluation de départ était faussée. Les plus clairvoyants ont été soigneusement empêchés de décrire la réalité — votre ambassadeur en sait quelque chose. Mais ici nous savons très bien que le président Assad ne quitterait jamais la Syrie. Lorsqu'il est venu à Damas, l'émissaire de l'ONU Lakhdar Brahimi lui a proposé l'asile politique en Égypte ou en Algérie. Cette initiative ridicule trahit une profonde méconnaissance du pays et de la personnalité du président.

Je vais vous raconter une histoire que peu de gens connaissent. Pendant la Première Guerre mondiale, le grand-père du président Bachar el Assad, Ali, vivait à Qardaha, le berceau de la famille Assad. Des réfugiés chrétiens, qui fuyaient le génocide perpétré par les Turcs, se sont présentés aux portes du village. Eh bien, contre l'avis de tous, Ali a obligé les villageois à les accueillir. C'est la raison pour laquelle il y a encore de nos jours des chrétiens à Qardaha. Un Assad ne cède jamais aux pressions. Le président n'abandonnera jamais sa charge, car sa responsabilité est celle que lui ont confiée les Syriens. Comme il l'a rap- pelé, il vivra et mourra dans son pays. C'est aussi simple que cela. Sur le plan personnel, tous ceux qui l'ont approché, y compris des journalistes occidentaux, vous diront qu'il s'agit d'un homme modeste, très accessible, qui ne rechigne pas à aller au contact de la population. En un mot, un homme bien éloigné des caricatures dont on l'affuble à l'extérieur.

Notes

(1) Il existe un fonds spécial, abondé par le Qatar à hauteur de 300 millions de dollars, destiné à encourager de hauts responsables syriens à faire défection. 

(2) Le terme revient à quinze reprises dans le discours prononcé le 16 juillet 2014 par le président syrien. « Faisons donc en sorte que la lutte contre la corruption devienne notre priorité, non seulement pour les autorités concernées, mais pour chacun d'entre nous. Ne nous contentons pas d'en parler, attaquons-nous à ses racines, et cessons de nous accrocher à ses branches ! »

(3) Le 1er octobre 2014, le vice-président américain déclare devant des étudiants de Harvard : « Notre plus gros problème, ce sont nos alliés dans la région. Les Turcs sont de grands amis, ainsi que les Saoudiens et les résidents des Émirats arabes unis. Mais leur seul intérêt était de renverser le président syrien Bachar el-Assad et, pour cela, ils ont mené une guerre par procuration entre les Sunnites et les Chiites et ont fourni des centaines de millions de dollars et des dizaines de milliers de tonnes d'armes à tous ceux qui acceptent de lutter contre Bachar el-Assad. »

(4) Il est très difficile d'évaluer le nombre des victimes du conflit syrien, mais les estimations courantes tournent autour de 220 000 morts. Certains experts pensent qu'en l'absence de tout décompte officiel ces chiffres pourraient être sous-estimés.

(5) Adoptée à l'unanimité par le conseil de sécurité de l'ONU le 15 août 2014, cette résolution est intitulée : « Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme. » Elle condamne les exactions de l'État islamique et appelle à une intervention contre l'organisation terroriste.

(6) Both right and left hand. Arab women talk about their lives, First midland book edition, new York, 1988 ; Voices revealed, Arab women novelists 1898-2000, lynne rierner Publisher, new York, 2009.

(7) Voir : Frédéric Pichon, Syrie. Pourquoi l'Occident s'est trompé, Éditions du rocher, 2014 ; christian chesnot et Georges malbrunot, Les Chemins de Damas, robert laffont, 2014.

La source originale de cet article est frederic-pichon.com

Copyright © [Bouthaina Shaaban](http://Bouthaina-Shaaban.com) et [Frédéric Pichon](http://Frédéric-Pichon.com), frederic-pichon.com, 2015

Articles Par : **[Bouthaina Shaaban](http://Bouthaina-Shaaban.com)** et **[Frédéric Pichon](http://Frédéric-Pichon.com)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca